

ACTION

N° 25 • MERCREDI 11 SEPTEMBRE 1968 • PRIX : 0,50 F • REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION • ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5^e, Tél. 633-76-61 et 633-26-67

**ALORS EDGAR,
C'EST ÇA LA POLITIQUE
A L'UNIVERSITÉ ?**



D'INTERET GENERAL

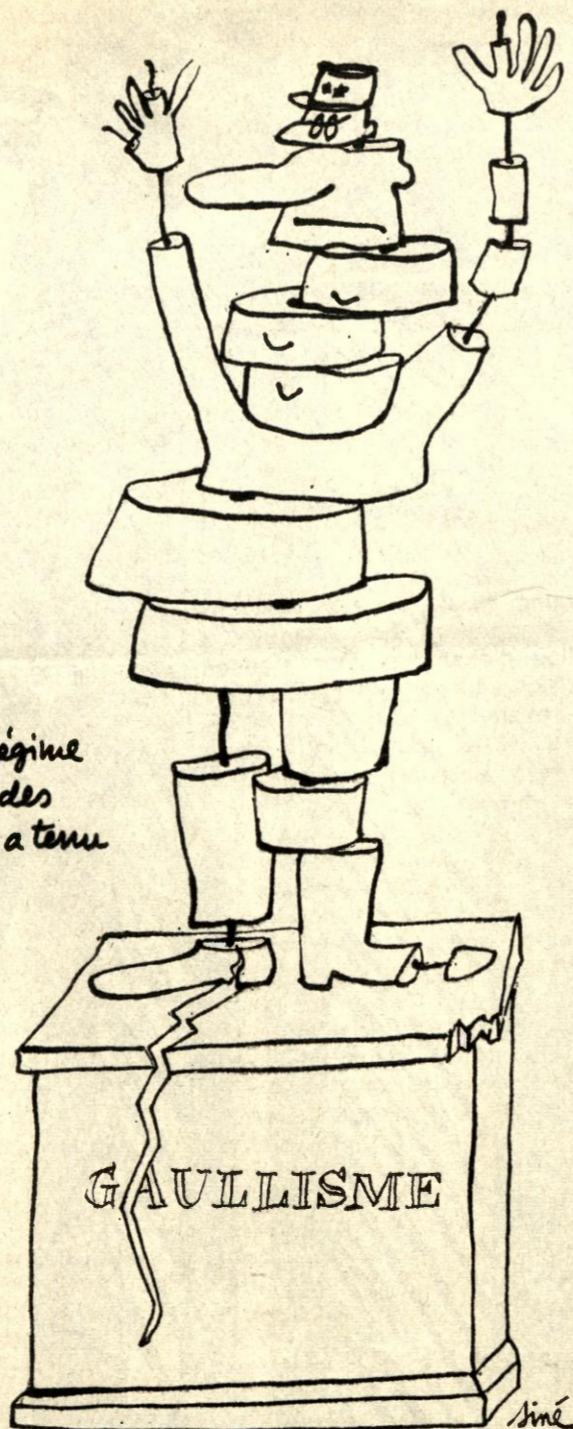
Dans les difficultés où son régime se débat, de Gaulle a eu peur, mardi 10 septembre, d'un débat public sur la liberté d'expression qui devait avoir lieu à la Faculté de Droit de Paris. En cet automne 1968, le crime en Europe se porte bien. La bourgeoisie française veut bien nous vanter les charmes de la liberté quand il s'agit de Prague, elle envoie sa police pour interdire qu'on en parle quand il s'agit de Paris. Le gaullisme a le rictus crispé des systèmes affaiblis. Les dauphins se compromettent : c'est Edgar Faure lui-même qui a donné l'ordre d'interdire. Singulier libéral que celui qui transforme les salles d'examens en paniers à salade et la Faculté de Droit en un camp retranché. L'Education Nationale et l'Intérieur ne font plus qu'un seul ministère. Edgar Faure dévoile sa ligne à l'Université : c'est la réforme avec le C.R.S. dans le dos et rien d'autre. La fameuse « participation » c'est l'acceptation servile des décrets de la classe au pouvoir. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que le pouvoir interdise toute expression politique dans l'Université. Pour lui, il faut empêcher que les étudiants se donnent les moyens de choisir. Ce dont le capital a besoin c'est de producteurs consommateurs et non de producteurs révolutionnaires ou simplement contestateurs. Tout le monde sait bien que la faculté de Droit n'est pas une faculté spécialement « à gauche », mais voilà, les étudiants en Droit avaient choisi un sujet de débat fort embarrassant : la liberté d'expression. Qui plus est, il était question qu'on discute concrètement : l'O.R.T.F. était au programme.

L'O.R.T.F., c'est le point sensible, parce que c'est une question qui intéresse plus les travailleurs que les étudiants. Ces derniers regardent beaucoup moins la télé. L'O.R.T.F. c'est une des armes du pouvoir, le pouvoir est trop faible pour la laisser mettre en question. Partout où ils ont eu lieu les débats sur l'O.R.T.F. ont rassemblé travailleurs et étudiants. On a eu peur que les travailleurs viennent dans la faculté discuter de l'information.

Le gouvernement se comporte comme tous les pouvoirs en difficulté ; il cherche à rétablir son autorité au détriment de la liberté, y compris avec des procédés de basse police. Les appariteurs mercenaires dont « Paris-Jour » est obligé de reconnaître qu'ils connaissent mieux le catch que les amphithéâtres sont les symboles de cette politique.

Alors que la rentrée universitaire n'a pas encore eu lieu, nous nous trouvons dans une situation où la bataille pour la liberté politique dans l'Université est d'intérêt général. Elle rejoint la lutte pour la liberté d'expression sur le lieu de travail. Ce qui demain sera imposé dans les facultés vaudra aussi pour les usines.

...notre régime en dépit des secousses, a tenu bon...



M. Bercot sera content

Après la valse-hésitation de l'été entre l'Edgar-Faurisme et les Marcellinades, on nous avait promis l'oracle. L'oracle a parlé. La carotte ou le bâton s'interrogeait la presse. La carotte et le bâton a répondu le général de Gaulle devant un parterre complaisant. Les étudiants qui, le matin même, avaient vu les C.D.R. et les flics envahir les examens de Médecine, et Edgar Faure rassembler les candidats n'avaient guère d'illusions ; la conférence du général de Gaulle a exprimé le soir la politique appliquée le matin.

La baudruche de la participation patiemment gonflée par la presse gouvernementale a crevé. « Avec quelle prudence et quelle modération » dit en se frottant les mains le « Figaro », le chef de l'Etat a abordé la participation. Satisfaction pour les uns, dépit pour les autres, on ne doit pas s'étonner du nuage de fumée qui entoure le mot-miracle ; ce n'était pas le véritable sujet du discours.

Ce dont parle de Gaulle, c'est de l'autorité ; celle du pouvoir d'Etat et de son appareil répressif, celle du patron dans l'entreprise. « Organiser la participation [...] mais à la condition [...] que toutes les menaces et les violences soient brisées et réprimées, que l'Etat s'oppose à ce qu'aucune autre autorité autre que la sienne ne s'exerce sur ce qui lui appartient, qu'en particulier l'utilisation, la détention, l'occupation irrégulières des communications, transmissions, services et locaux publics soient interdites et empêchées ». Une politique se construit sur des choix et des priorités. Pour le pouvoir la priorité est à l'ordre et à l'instrument qui assure son maintien : la police.

La liberté politique à l'Université s'est évanouie derrière la nécessité pour le gouvernement « d'exercer son impulsion et son autorité ». C'est encore l'autorité qui apparaît lorsqu'il s'agit d'organiser les Régions. C'est le préfet de Région qui se verra doter « de moyens administratifs adéquats ».

Au mois de mai, le pouvoir de la bourgeoisie a chancelé ; que toute la conférence de presse du chef de l'Etat, que toute l'action du pouvoir tendent à renforcer l'autorité ébranlée, n'étonnera personne. Ou plutôt, cela n'étonnera que ceux qui, faute de prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages, prennent le général de Gaulle pour un révolutionnaire.

Pourtant... Dans les années 1880, devant la montée de la Social-démocratie — à cette époque encore révolutionnaire — Bismarck et le gouvernement de l'Allemagne impériale ont pratiqué la politique du contre-feu. Ils ont décidé et appliqué une série de réformes sociales. Pendant des années, l'Allemagne a été le pays capitaliste disposant de la législation sociale la plus avancée. Parallèlement ils ont interdit la social-démocratie, pourchassé ses militants. Cette politique n'a pas freiné la montée des forces socialistes, mais elle a facilité l'intégration ultérieure des organisations ouvrières au système bourgeois.

Une opération de ce type n'apparaît même pas possible aujourd'hui au gaullisme. C'est toute la différence qu'il y a entre le capitalisme en pleine maturité de l'Allemagne à la fin du XIX^e siècle et le capitalisme pourrissant de la France dans la seconde moitié du XX^e siècle. Aujourd'hui, le pouvoir répressif de la bourgeoisie ne peut s'entourer que d'un rideau de fumée. Rien ne viendra enrober la pilule.

« On ne voit vraiment pas pourquoi et en quoi l'esprit d'entreprise, la productivité, le bon ordre, l'exercice des responsabilités dans les usines auront à en souffrir. » Non, vraiment on ne voit pas qui pourrait le prétendre. Et ce n'est certainement pas Monsieur Bercot qui le prétendra.

LA QUESTION DU MOUVEMENT DES C.A. EST POSÉE

Ce texte est le produit d'une discussion interne au Comité d'action du 13^e arrondissement. En le publiant nous ne faisons qu'amorcer ce qui est l'une des fonctions principales que doit assumer ACTION : journal au service des Comités d'action, il doit rendre compte de leurs débats et de leurs expériences et devenir un outil militant efficace. Pour qu'ACTION remplisse effectivement ce rôle, la collaboration de toutes les unités militantes est nécessaire.

Une coordination réelle de tous les C.A. ne saurait voir le jour tant qu'ils ne constitueront pas un Mouvement. Actuellement, ils ne sont en effet qu'un agglomérat de comités qui peuvent avoir entre eux des contacts (par l'intermédiaire de l'A.G., de la Coordination, du BLICA), mais qui n'ont guère de rapports les uns avec les autres. Depuis des semaines et des semaines, on parle de la nécessité d'une « ligne politique ». Or, cette ligne ne se dégage toujours pas, ce qui est significatif du manque total d'unité d'action et de pensée qui caractérise (négativement) les C.A. C'est qu'ils diffèrent trop profondément pour qu'une unité puisse aujourd'hui exister. Dans ces conditions, il est illusoire de poser le problème en termes d'organisation. Pour qu'il y ait organisation, il faut qu'il y ait volonté commune d'organisation, donc qu'un même « esprit » anime les divers comités. La question se pose alors : comment parvenir à cette unité indispensable ? (Si elle ne se réalise pas d'ici à quelques mois, les C.A. auront toutes les chances de déprimer en tant que C.A.).

COLERE RATIONNELLE

Aux C.A. Glacière et Gobelins, nous sommes en train de cerner le problème. Les Comités d'Action, écrivains-nous dans le BLICA N° 3, devront travailler dans le but de donner aux éléments les plus décidés du prolétariat la culture politique qui leur fait défaut, créer chez eux une conscience politique claire (au moyen de discussions, de brochures de propagande, etc.), bref faire d'eux les animateurs, voire les dirigeants révolutionnaires capables de cultiver à leur tour leurs camarades de travail et les mobiliser dans toutes les luttes syndicales et politiques.

Car la conscience politique de classe, les ouvriers ne l'acquerront pas tout seuls. Si elle avait pu être spontanée, les travailleurs — pendant le mouvement de Mai — seraient allés bien au-delà de cette leur de compréhension qui a fait cesser le travail à des millions d'entre eux, que ce sentiment élémentaire de frustration, que cette colère collective à l'explosion de laquelle nous avons assisté — une colère magnifique, certes, mais vague, ne reposant pas sur une analyse rigoureuse de ce qu'est la lutte des classes, de ce qu'est le régime capitaliste, de la nécessité rationnelle d'abattre celui-ci. Du reste, le seul fait que la majorité des ouvriers n'a témoigné alors que d'un instinct de classe des plus élémentaires — ce qui a permis justement la rapide reprise du travail que l'on sait — démontre de manière éclatante la faillite totale du P.C.F. Car une politique se juge à ses fruits : qu'a fait le P.C. depuis la fin de la guerre pour créer chez les ouvriers la conscience politique qui leur manque ? Manifestement rien. Quel a été le rôle des cellules d'entreprises du P.C. ? Manifestement nul : l'échec de Mai le prouve.

LE CULTE DE LA SPONTANÉITE

Ce n'est pas tout. Nous pouvons tirer une seconde leçon du mouvement de Mai (leçon qu'on peut d'ailleurs tirer de TOUTES les explosions purement spontanées de colère prolétarienne) : la faillite à laquelle s'expose la spontanéité « pure ». Ceci est extrêmement important : nous ne devons PLUS JAMAIS sombrer — comme nous l'avons fait — dans le culte de la spontanéité. Il est exact que tout mouvement révolutionnaire se déclenche d'abord spontanément, que personne ne peut prévoir quand il se déclenche. Les agitateurs dans les usines ne servent que de détonateurs, ils ne sont jamais la cause profonde de la colère populaire (n'en déplaise à la propagande bourgeoise et à ses conneries sur la « subversion »). Mais reconnaître la spontanéité est une chose, se mettre à genoux devant elle est autre

chose. Laissez à lui-même, dans l'organisation la plus complète, un mouvement spontané est condamné à dépérir ou à être anéanti. Si les organisations ouvrières n'avaient pas été là pour récupérer le mouvement, la bourgeoisie aurait fini par le briser : toutes les grandes grèves purement spontanées de l'histoire ouvrière sont là pour le prouver. LA REVOLUTION NE SE CONÇOIT QU'EN TERMES D'ORGANISATION : A L'ORGANISATION DE L'ETAT BOURGEOIS, IL FAUT OPPOSER UNE AUTRE ORGANISATION.

DIVERGENCES EXPRIMEES

Ainsi, le rôle des C.A. devra être de pallier la carence totale du « parti de la classe ouvrière ». Nous n'en sommes malheureusement pas encore au stade de l'organisation. Le premier pas que chaque militant devra franchir le plus vite possible, c'est — conjointement à son action dans les populations et auprès des entreprises — d'acquiescer la culture politique indispensable au rôle de propagandiste et d'agitateur révolutionnaire qu'il doit tenir d'une façon efficiente, non seulement dans la classe ouvrière, mais dans toutes les classes, dans toutes les couches sociales de la population. Il devra acquiescer une connaissance approfondie de l'histoire du mouvement ouvrier (indispensable à connaître si l'on veut se prémunir contre les erreurs passées et opposer des arguments sans faille aux objections des réformistes et des libéraux de tout crin), une connaissance large de la classe ouvrière et de toutes les classes et couches sociales françaises, une connaissance profonde des grands débats et controverses qui agitent le mouvement révolutionnaire international et des crises que traverse partout l'impérialisme.

Surtout, chaque militant devra se servir de la chance rare qu'il a de travailler avec des camarades ayant une culture politique différente de la sienne et se réclamant souvent de tendances, voire d'organisations différentes. Il devra se démunir de tout sectarisme à cet égard.

Chaque militant aura à faire l'effort de lire des ouvrages qui apparaissent à tel ou tel camarade comme essentiels. MIEUX : C'EST DANS LA MESURE OU IL EST A PRIORI EN DESACCORD AVEC CES OUVRAGES QU'IL DOIT S'ASTREINDRE A LES LIRE ATTENTIVEMENT. Ne nous comportons pas comme les militants du P.C.F., qui refusent systématiquement de lire tout livre, toute revue, tout journal qui n'a pas obtenu la bénédiction explicite ou implicite du parti. Allons plus loin : nos divergences, nous ne devons pas les taire, mais les exprimer ; c'est la condition même de leur dépassement. Les tendances au sein des C.A. existent : nous devons reconnaître ce « fait ».

POLITIQUE COLLECTIVE

Il ne s'agit pas évidemment ici de culture académique : nous sommes des militants ; il importe donc que nous ne conservions jamais pour nous seuls le bénéfice de nos lectures politiques, quelles qu'elles soient. Que chacune d'entre elles soit l'objet d'un compte rendu ou d'une analyse qui sera à l'origine d'une discussion générale. En d'autres termes, NOTRE CULTURE POLITIQUE DEVRA ETRE COLLECTIVE : c'est là un des éléments indispensables à l'élaboration d'une ligne politique commune et à la constitution d'une organisation correcte reliant tous les comités entre eux et coordonnant efficacement leur action. Il n'est pas difficile de donner dès maintenant un type d'organisation séduisant. Mais toute organisation, si elle veut être efficace, suppose la responsabilité de chaque membre de celle-ci, la libre acceptation par tous d'un minimum de discipline. Or, esprit de responsabilité et de discipline sont illusoire (dès lors qu'on refuse l'organisation de type bureaucratique) s'il n'existe pas de ligne politique commune et un programme d'action élaboré en commun. Entre le désordre actuel des C.A. et l'organisation bureaucratique, il existe une voie : à nous de la déterminer, mais en se disant bien que pas plus qu'un schéma organisationnel, un mouvement révolutionnaire ne se projette « d'en haut » ; il ne peut être que le fruit d'une élaboration commune et patiente de tous les militants.

(C.A. 13^e publié par le BLICA.)

Le BLICA, bulletin de liaison inter-comités d'action, est publié par la coordination des comités d'action.

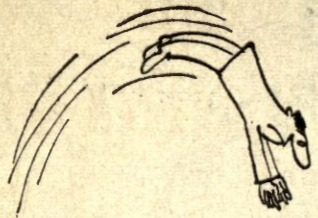
ABONNEZ-VOUS

Bulletin d'abonnement à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5^e)

NOM Prénom
Adresse
(Prix : 15 F, par chèque ou mandat-lettre au C.C.P. : S.N.E.Sup. 7544-66 Paris en mentionnant « Abonnement ACTION ».)

Le directeur de la publication :
Jean-Pierre VIGIER
Grandes Imprimeries « PARIS Centre »

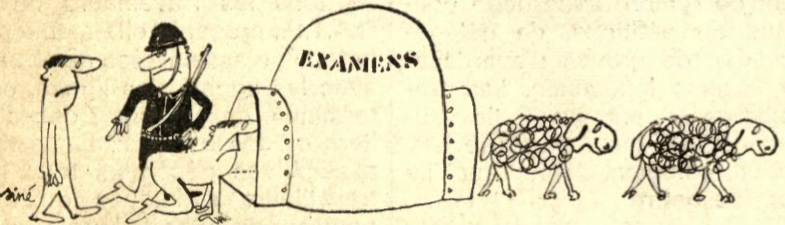
142, rue Montmartre
Paris (2^e)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués



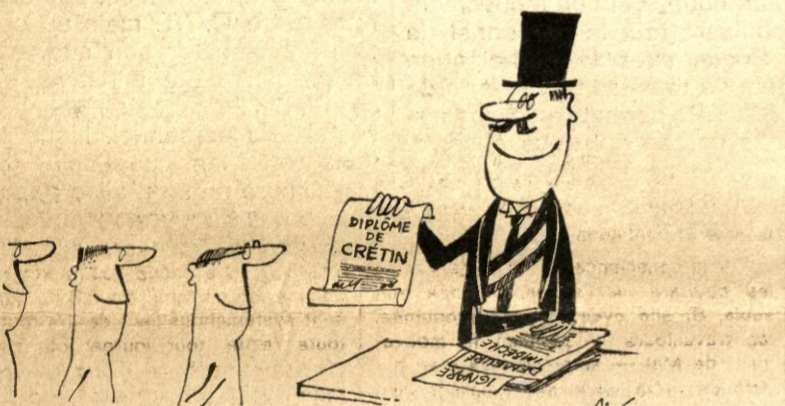
Cette entreprise, si depuis 1940 on l'appelle "gaullisme", n'est que l'expression contemporaine de l'élan de notre pays.



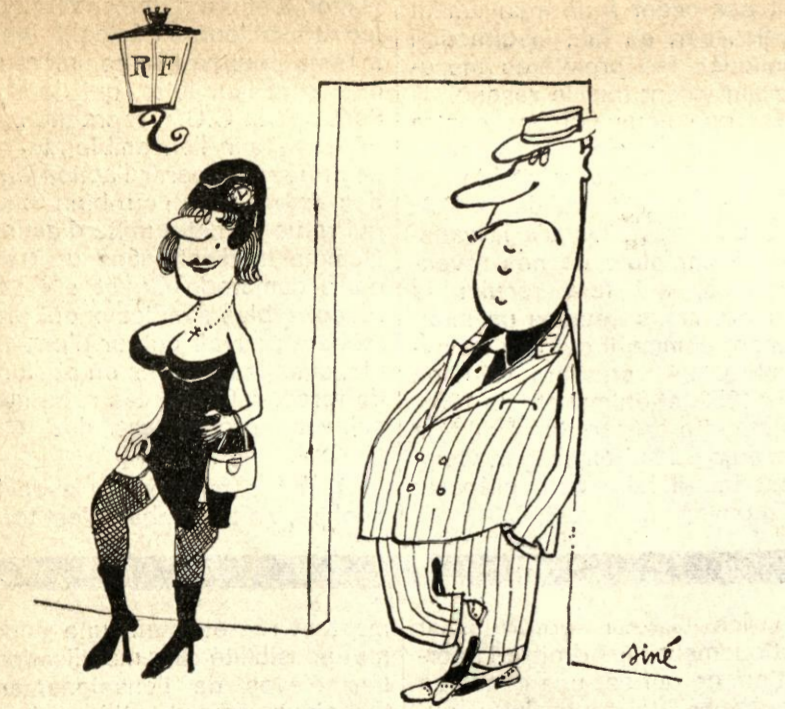
Cela implique l'orientation des étudiants...



Cela implique aussi que des examens réguliers dessinent leur destination à mesure de leurs études.



Cela implique que les études aboutissent à des diplômes valables...



L'Etat ne peut tolérer qu'une autre autorité que la sienne s'exerce sur ce qui lui appartient!



L'état d'esprit de certains milieux intellectuels qui s'indisposent des réalités, surtout quand elles sont rudes...

MÉDECINE : L'ENJEU DE LA BATAILLE DES EXAMENS

La quasi-totalité de la grande presse après deux mois de louanges ditryamiques de M. Edgar Faure, veut présenter le boycott des examens de médecine comme un échec du Comité d'Action Médecine, alias « les rouges ». Lundi soir « Paris Presse » titrait fièrement que près de 90 % des étudiants du C.P.E.M. (Certificat préparatoire aux études médicales) ont, dans la journée de lundi, passé « normalement » les épreuves malgré les quelques « commandos de rouges ».

RENTREE NORMALE ?

Bref, la rentrée se déroulerait finalement dans de bonnes conditions (entendez dans la pagaille administrative mais sans troubles de la part des étudiants). Pourquoi alors accorder une telle place aux examens du C.P.E.M. ? C'est qu'en réalité, la rentrée de Médecine est le premier round de la rentrée universitaire, et le premier test de la politique d'Edgar Faure. Et à cet égard, ce test n'est pas tellement positif ; la politique « libérale » d'Edgar Faure est mise pour la première fois, pratiquement en échec.

La grande presse s'est saisie avec fracas de l'affaire médecine depuis trois jours, c'est-à-dire depuis le début d'une partie des examens de médecine. Elle s'est montrée singulièrement plus discrète sur ce qui s'est passé avant puisque les étudiants étaient censés travailler avec ardeur et calme leurs examens. Ainsi, l'affaire du boycott peut être présentée comme un moyen arbitraire et artificiel de la part des extrémistes, à foutre la pagaille, à « se livrer systématiquement à la destruction pour la destruction ».

Que se passe-t-il en réalité ? Depuis le mois de juillet les étudiants de médecine dans leur grande majorité, revendiquent une réforme véritable des études médicales et la définition d'une politique santé qui remédie enfin aux carences gigantesques du pouvoir, en la matière. Cette réforme, ils entendent y participer à part entière, sans se faire d'illusions sur les possibilités effectives du pouvoir qui poursuit une politique technocratique de stricte rentabilité capitaliste et qui est liée d'autre part aux trusts pharmaceutiques. Mais ils estiment qu'il est possible de faire reculer l'Etat sur un certain nombre de points et en particulier sur les aspects les plus réactionnaires et les plus archaïques du système de formation des médecins.

Surtout, dans l'immédiat, et pour preuve des intentions réelles du pouvoir de réformer les études, ils revendiquent de passer les examens à condition que ceux-ci aient été définis en communs entre les étudiants et les enseignants.

EDGAR, LE REFORMATEUR

De son côté, M. Edgar Faure ne tarit pas sur la hardiesse de ses réformes. Il cause, il cause : l'externat sera ouvert à tous, on va démarrer la sectorisation (1). Mais début septembre rien n'est arrêté précisément, le ministre fait opposition à une rémunération des fonctions de l'externat (comme c'était le cas pour les étudiants qui y étaient recrutés sur concours), les grands patrons ne font rien pour accélérer la sectorisation de l'enseignement médical sur Paris.

Comme si rien ne s'était passé l'administration convoque les étudiants à des examens imposés, sans qu'aucune retourche n'ait été faite, sans que les étudiants (qui avaient multiplié les propositions de leur côté) aient à dire leur mot.

Dès le début septembre, le

(1) Sectorisation : répartition de l'enseignement en unités hospitalo-universitaires permettant l'unité effective entre l'apprentissage théorique et pratique. En d'autres termes, augmenter le nombre des C.H.U. et les doter d'une organisation démocratique.

Comité d'Action appelle les étudiants à se réunir en assemblées générales.

Le 6 septembre, une assemblée générale extraordinaire réunit des milliers d'étudiants aux fins de définir une position commune. Le bluff de la politique gouvernementale y est dénoncée. Dans les jours qui suivent, plus de 5 000 étudiants participent au vote. 72 % des votants refusent les examens. Le radio, qui commence à s'émouvoir, précise lourdement que ces 5 000 étudiants ne représentent que le tiers des inscrits. Ce genre d'argument a, on s'en souvient, été largement avancé aux mois de mai-juin pour le vote dans les entreprises...

En même temps les étudiants décident d'organiser des piquets de persuasion, non violents, à l'entrée des salles d'examens.

EDGAR MENACE...

La première série des épreuves C.P.E.M. qui se déroule à Orsay, voit une majorité d'étudiants refuser l'examen. Le doyen Brouet, les patrons, le gouvernement, sentent que le vent peut tourner du mauvais côté. C'est le moment de lancer la contre offensive. M. Edgar Faure, dans un ton faussement patelin, déclare que les étudiants qui refusent de passer les épreuves ont le droit de le faire... en sachant qu'ils peuvent perdre du même coup deux années d'études. Pendant le déroulement les premières épreuves, l'administration laissait entendre en catimini, que le passage d'une seule épreuve validerait l'examen. Vingt-quatre heures avant le début des épreuves le doyen Brouet faisait dire au Comité d'Action qu'il laisserait passer 90 % des candidats. Le déroulement des épreuves, dans l'ordre et la régularité devenaient affaire directement politique.

Aussi les examens se sont déroulés sous la garde bienveillante de la police et de ses acolytes...

Il est certain que le mot d'ordre de boycott des épreuves imposées, lancé par le C.A. de Médecine n'a été que relativement efficace face aux pressions et aux déformations de toutes sortes opérées par le pouvoir, les autorités universitaires, la police et la presse. Mais en fait le rapport de forces a changé d'une façon importante dans la journée de lundi : aux tentatives de « persuasion » non violente des étudiants partisans du boycott, le pouvoir a répondu par une répression sans rapport, atteignant indistinctement les partisans du refus comme les autres. Le pouvoir a ridiculisé ses propres examens.

LA SAINTE ALLIANCE POLICIERE

Lundi matin, les cars de police stationnent aux abords des salles d'examens. Des masses de flics en civil gardent les portes, examinent les convocations, repoussent brutalement ceux qui expliquent à leurs camarades le sens du refus des examens imposés. Des commandos C.D.R., quelques « pères de familles » armés de cannes et de parapluies font la chasse aux rebelles et ce faisant frappent nombre d'étudiants qui n'étaient pas décidés à suivre les consignes de leurs camarades. Une majorité d'étudiants partagés entre l'hésitation et la contrainte policière et administrative rentrent dans les salles d'examens où ils trouvent... les mêmes flics en civil, les mêmes barbouzes, les mêmes truands achetés pour l'occasion. Quelques faux appariteurs sont prêts à bondir sur tout étudiant se livrant à la moindre réflexion débougeante à l'égard de « la situation ». Car la situation est à la fois odieuse et ridicule et la majorité des étudiants, à l'origine d'accord ou non avec le

vote sur les examens, la ressent comme telle.

Aussi quand, au fil de la matinée et de l'après-midi, des groupes d'étudiants se mettent ouvertement à frauder, ou à travailler en commun, quand leurs camarades, massés dans la rue se mettent à leur crier les réponses aux questions de mémorisation (2), quand certains assistants annoncent, au début de l'épreuve qu'ils vont leur fournir les solutions, très nombreux sont ceux qui prennent conscience du jeu de dupes qu'on veut leur faire jouer et qui reprennent joyeusement à leur compte le « copiage » et l'échange public des idées.

REFORMER DANS L'ORDRE ETABLI

Il devient de plus en plus évident que le gouvernement a voulu imposer des examens définis à la hâte, non pour doter les étudiants d'un diplôme, mais pour que preuve soit donnée qu'ils se soumettent sans histoire à la politique gouvernementale. Qu'importe si les examens étaient plus ou moins bidons en regard même de ce qui est normal dans le système, la réforme ou ce que l'on nomme telle doit se faire dans l'ordre. Le lundi soir, les étudiants devaient participer à une assemblée au C.H.U. de la Salpêtrière. Ils le trouvent fermé avec cette note : « Sur instruction du Ministère de l'Education Nationale, le C.H.U. est fermé jusqu'à nouvel ordre ». On a ajouté au-dessus, au feutre : « Dans le cadre des libertés syndicales et politiques au sein de l'Université ». Voilà où en est la politique d'Edgar Faure.

Dans la journée de mardi, le mot d'ordre de dénaturation des examens devient une réalité massive. En même temps les étudiants et certains journalistes, continuent à se faire soigneusement tabasser. Cependant la grande presse et la radio ne tarissent pas sur la forte participation des candidats aux épreuves. Mais en médecine personne ne se fait plus d'illusions sauf apparemment le doyen Brouet : si un bon nombre d'étudiants ne fut pas acquis de prime abord par la tactique du Comité d'Action, le gouvernement, avec ses méthodes fascistes, s'est chargé lui-même de leur faire prendre conscience de la situation. Le Pouvoir ne peut que « réformer » dans l'ordre établi.

QUE VEULENT LES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE ?

Mardi à 17 h. le Comité d'Action Médecine donnait une conférence de presse au siège de l'U.N.E.F. Après avoir apporté de nombreux témoignages sur la répression policière au cours des examens, il précisait sa position à l'égard de la rentrée et de la réforme des études médicales.

Dans le courant de l'été, le C.A. a rencontré M. E. Faure et lui a fait part des deux préalables à toute discussion sur la réforme des études médicales : quant à la définition d'une politique de la Santé Publique, la discussion entre le gouvernement et les représentants des travailleurs et des étudiants ; quant à la réforme universitaire, l'exercice sans contrôles de la liberté politique au sein de l'université.

Le C.A. précise ensuite quelles étaient les conditions dans lesquelles les étudiants en Médecine devaient se présenter aux examens : des épreuves dont les modalités, non seulement n'avaient pas été discutées avec les étudiants, et qui par conséquent ne tenaient aucun compte des exigences formulées par les enseignants et les étudiants en mai-juin, mais qui, en outre étaient scandaleuses à l'égard même des conditions habituelles de tout examen : notamment des épreuves portant sur des programmes traités seulement à moitié durant l'année scolaire.

Les représentants du C.A. énumèrent alors les revendications des étudiants de Médecine : ● la liberté politique sans contrôle à l'université ; ● Un externat effectif pour tous : en d'autres termes, la possibilité réelle, pour tout étudiant en Médecine d'apprendre à exercer la fonction clinique, celle-ci ayant pour contre-partie une rémunération non symbolique ; ● La suppression de tout contrôle-guillotine, de toute sélection guillotine (techniques de mémorisation) ; ● La suppression de toute police universitaire quelle que soit sa forme (ouverte ou déguisée) ; ● La démission du doyen Brouet qui a couvert toutes les manœuvres gouvernementales et qui est allé jusqu'à soudoyer le C.A. en échange de son silence.

LES BARBOUZES AU SERVICE DEL'UNIVERSITÉ

Malgré les titres réconfortants de la grande presse sur les examens en faculté de Médecine, il suffisait cette semaine de se promener d'un centre universitaire à l'autre pour se rendre compte de ce qu'est une rentrée « normale » pour le pouvoir.

Parlant de cette foule « d'appariteurs », recrutés pour l'occasion par le ministre, le Monde déclare pudiquement que — pour le moins — ils n'ont pas été recrutés parmi les « chaisières ». Les nombreux incidents de ces derniers jours en témoignent : les mésaventures d'une équipe de cameramen belges dans les couloirs de la Faculté de Médecine, lundi matin, à eu quelque célébrité, l'ambassade de Belgique ayant été saisie de l'affaire.

Ayant été autorisé à entrer dans un amphithéâtre et après avoir filmé, ils furent assailli par un groupe « d'appariteurs », se relayant — 7 d'entre eux se ruant sur l'opérateur, et endommageant sa caméra —. L'opérateur, Pierre Huguet, transporté au 1^{er} étage fut encore « tabassé » pendant quelques minutes jusqu'à l'intervention de Mlle Durfresne, médecin, qui demanda qu'on le transporte à l'hôpital : réponse du « barbouze » : — oui, mais à l'hôpital militaire... Résultat final : plusieurs blessés, 1 caméra cassée, une autre et un magnétophone confisqués, passant tour à tour des mains du doyen à celles du ministère de l'Intérieur, et surtout un traumatisme crânien...

Depuis lundi les incidents se sont multipliés et les barbouzes ont continué de gonfler les rangs des appariteurs : les photographes pourchassés, le calepin d'un journaliste de l'A.F.P. confisqué, etc.

APPARITEURS PATIBULAIRES...

Ces nouveaux appariteurs, officiellement engagés par les doyens — des ordres de mission en témoignent — ne sont pas des policiers au dire des autorités administratives ; nous pouvons les croire : l'un de ces appariteurs a même répliqué à des étudiants qui criaient « moins de flics, plus de prof. » : « Pas d'insultes, nous on a déjà fait de la taule ».

En fait il semble qu'on les ait recrutés dans le milieu des petits truands, des viedeurs de bars.

L'un d'eux a déclaré être payé 400 F la journée. Ces appariteurs qui portent souvent la matraque sous la veste, n'hésitent pas à jouer du couteau, comme en témoigne un incident mardi après-midi en Médecine.

Zamansky lui-même ne se promène plus sans un gorille devant et un derrière.

Tous ces universitaires patibulaires étaient coordonnés à la Faculté de Médecine par un distingué enseignant : M. Lasfarge qui — lui aussi — se promenait avec son talkie-walkie.

De l'autre côté les vrais « civils » estampillés apparaissent maintenant en groupes compacts. Le gouvernement craint un peu la riposte que pourraient provoquer l'intervention de C.R.S. harnachés et armés. Alors pour certaines tâches ce sont les civils qui les remplacent ; on les a vu intervenir dimanche soir au C.H.U. de la Salpêtrière pour fermer le centre et faire circuler les étudiants ; on les a retrouvés dès lundi en Médecine, mardi soir en Droit...

JAMIN, LE FLIC

En médecine, leur chef est un vieil ami, Jamin, dont les cheveux blancs, la tête de para et la longue gabardine beige nous est familière depuis mai, alors qu'il n'hésitait pas à mettre la main à la pâte ; ACTION dès son premier numéro avait popularisé sa photo, à l'œuvre. Nous aurons l'occasion de retrouver Jamin et beaucoup de ses subordonnés. Ces jours-ci nous avons l'occasion de faire la connaissance avec la tête de tous ces messieurs, groupés, les uns à côté des autres. Ne laissons pas passer l'occasion pour graver leur souvenir dans nos mémoires, les photographier pour pouvoir les épingler plus facilement à l'avenir lorsqu'ils seront moins groupés.

Cette situation augure déjà des plaisirs prochains que va nous offrir la rentrée.

La préfecture projette d'avoir un nouveau type de jeunes fonctionnaires que l'on pourrait appeler des 50/50 ; le matin ils seront au bureau, l'après-midi en faculté, cotoyant quelques C.D.R. en recyclage. Dorénavant on pourra sortir de l'Université pour entrer dans la police et ensuite retourner dans l'Université ; quand on vous disait que le gouvernement se penchait sur le problème des débouchés et de l'éducation permanente.

Ces exemples parlants suffisent à montrer l'enjeu politique que représente la rentrée pour le pouvoir. Ils éclairent le sens réel des radotages de tous les réactionnaires sur la « neutralité » de l'Université. Les étudiants en médecine réclament à juste titre la démission de leur doyen. En science, cela ne vaut pas la peine : Zamansky risque fort de perdre de lui-même son siège. Mais dans les jours à venir, face aux barbouzes c'est la démission d'Edgar qu'il faudra réclamer.

R.A.T.P. - NATION: POUR QUE MAI CONTINUE

Le 17 mai dernier, sous l'impulsion des militants de Nation 2 et Nation 6, l'Assemblée générale des travailleurs de la R.A.T.P. votait le principe de l'action immédiate. Le lendemain, à 5 heures du matin, ce secteur décisif se joignait à la grève générale.

Ce texte rédigé par un groupe de travailleurs, décrit et explique leurs conditions de travail et leurs problèmes, il parle de la grève de mai et en tire les leçons pour l'avenir. Il sera publié intégralement dans le prochain numéro des Cahiers de Mai (M. Fournié, 80, quai de la Rapée, Paris-XII).

Dans les terminus, un tableau de présence précise les horaires de travail (variables selon le trafic) imposant aux travailleurs des trains une présence journalière de 7 heures en moyenne. Cependant, un agent effectue le même service en principe pendant sept jours consécutifs pour avoir son jour de repos le huitième. Mais les choses ne se passent pas aussi simplement.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Prenons l'exemple de la ligne la plus surchargée du réseau : Vincennes-Neuilly. A « Château de Vincennes » 60 équipes se partagent le travail de 5 heures du matin à 1 h 30 le lendemain. Les travailleurs doivent assurer leur service en deux parties, avec une coupure pour les repas de deux heures minimum entre 10 h 30 et 14 heures et le soir, entre 17 heures et 22 heures. Après chaque repos les services sont décalés. Exemple : les équipes qui étaient précédemment du matin assurent leur nouveau service la nuit alors que les équipes de nuit reprennent leur service le matin. Cette organisation du travail est incompatible avec une vie de famille équilibrée. Dans les stations comme dans les trains, les conditions de travail sont sensiblement les mêmes sauf pour les horaires qui ne sont pas aussi variables. Malgré tout un chef de station peut commencer un service de nuit à 12 h 20 et terminer après une coupure pour repas, à 1 h 20 le lendemain.

Tous ces travailleurs (trains, stations) ne peuvent prétendre qu'une fois tous les sept ans à un congé pour Noël, Pâques...

R.A.T.P. ET COMITES

Avant la grève générale des travailleurs de la R.A.T.P., le problème de la réduction du personnel se trouvait posé.

« La direction de la Régie nous a annoncé cyniquement qu'elle devait supprimer d'ici à 1970, 1 360 emplois. »

Les gardiens de recette sont déjà supprimés et remplacés par les employés d'une compagnie privée (compagnie Brinks); 11 équipes ont été supprimées sur la ligne numéro 4, et 7 équipes sur la ligne numéro 5 sans que nous ayons pu nous opposer efficacement. Le décret du 19 janvier 1968 paru au Journal Officiel du 26 janvier 1968 a levé

l'obstacle légal qui empêchait de confier la conduite des trains à un seul agent. Ainsi, la porte est officiellement ouverte pour le licenciement de certains conducteurs ou chefs de trains.

Chez nos camarades du réseau de surface (R.A.T.P. - Autobus), le nombre de bus servis par un seul agent se développe considérablement et, de ce fait, permet la suppression du receveur. Aux ateliers, on parle de faire réparer les bus par une compagnie privée. C'est un nouveau pas vers la dénationalisation de la R.A.T.P.

Les ordonnances sur la Sécurité sociale nous lésent doublement. En effet, le rapport de l'inspection générale de la Sécurité sociale laisse poindre ses intentions à notre égard. Après avoir démantelé le régime général des assurés, on prépare l'allègement de notre régime particulier sur le régime général au nom de la coordination de la réforme et de la réorganisation du service médical de la R.A.T.P. En clair, on nous supprimera la gratuité des soins médicaux.

QUE NOUS RESERVE L'AVENIR ?

Dans les stations, c'est déjà la mise en place de 40 appareils distributeurs automatiques de titres de transport, jointe à la création du titre de transport unifié qui permet de liquider un service annexe de la Régie. On peut y ajouter la déqualification des chefs de station sur la ligne Vincennes-Neuilly par la mise en place d'un poste de commandement centralisé. Dans les trains, la mise en service du nouveau matériel permet la suppression du chef de train et annonce la déqualification prochaine du conducteur. La direction de la Régie ne compte pas faire servir la modernisation du réseau pour l'amélioration des conditions de travail; au contraire, elle sert surtout à la déqualification des travailleurs.

Toutes les organisations syndicales acceptaient cette réduction du personnel et, qui plus est, y apportaient des aménagements, afin de rendre la pilule moins amère pour les travailleurs.

Devant cette prise de position des centrales syndicales des militants ouvriers de Nation ligne numéro 2 (Nation-Dauphine) et Nation ligne numéro 6 (Nation-Etoile par Denfert) proposèrent

dans une assemblée générale organisée par leurs soins de rompre avec la politique des grèves tournantes qui jusqu'à présent n'a fait que diviser le mouvement ouvrier. Ils démontrèrent au cours de cette assemblée générale que la seule issue était d'organiser un mouvement de grève général à la R.A.T.P.

A la suite de cette assemblée générale, les travailleurs décidèrent de se regrouper dans un comité d'action pour l'unité ouvrière et syndicale. C'est sur cette base que l'action fut entreprise avec la diffusion de leur propre matériel de propagande (rédigé et payé par eux); en outre, les travailleurs décidèrent d'intervenir en prenant la parole à l'intérieur de leur syndicat.

Ces interventions eurent lieu notamment à la C.G.T. où les travailleurs réussirent à mandater un délégué au congrès C.G.T.-R.A.T.P. Ce délégué représentant le comité d'action intervint pour défendre les positions du C.A.O. :

- Non à l'utilisation que veut faire la direction de la modernisation.

- Nous voulons l'attribution de nos deux jours de repos consécutifs sans augmentation du temps de travail, par ailleurs.

- Nous voulons la diminution du temps de travail, tout en maintenant l'effectif tel qu'il est aujourd'hui.

Notre mot d'ordre doit être : Refus sous aucun prétexte que ce soit d'une compression du personnel, pas un seul agent de moins à la Régie.

Nous devons refuser d'entrer dans le cadre de la modernisation, ou de la rationalisation, car nous refusons de choisir à quelle sauce nous serons mangés. La direction met en exploitation du matériel moderne — tant mieux — mais nous ne voulons pas en faire les frais; elle peut, tout aussi bien, diminuer le temps de présence par un plus grand nombre de services en une seule vacation, sans coupure.

Nous disons non à la compression d'effectif, car en temps que travailleurs, nous n'avons pas à faire un tel choix, ni à participer à une telle gestion. Cela explique la position des travailleurs de Nation 2 et Nation 6 qui prirent l'initiative de la grève générale à la R.A.T.P. L'assemblée générale du 17 mai vota le principe de l'action immédiate,

et le 18 mai à 5 heures du matin la R.A.T.P. se joint au mouvement de grève générale dans les usines (Sud Aviation, Renault); les agents occupent les locaux et constituent des comités de grève.

CONTRE LE CLOISONNEMENT

Le problème était de relier entre eux tous ces comités au moyen d'une action commune et concertée, d'éviter que les terminus, les dépôts, les ateliers restent isolés les uns des autres. C'est ainsi que les travailleurs de Nation 2 et Nation 6 proposèrent de construire un comité central de grève à la R.A.T.P., qui coordonnerait toutes les actions. Cette proposition fut reprise à l'unanimité par l'assemblée générale qui se tenait chaque matin. Les directions syndicales comprenant le danger de laisser l'initiative de la conduite de la grève aux travailleurs, interdirent sous la pression des responsables de la C.G.T., la constitution d'un comité central de grève. Une savante campagne de calomnies, soutenue par les responsables C.G.T. dénonçait les soi-disant travailleurs « gauchistes » de Nation 2 et Nation 6, et les accusait de se faire aider par des éléments extérieurs pour diriger la grève : les étudiants.

Cette manœuvre avait pour but de les isoler des autres terminus, dépôts et ateliers, permettant ainsi aux responsables C.G.T. de garder le contrôle de la grève. Les travailleurs de Nation 2 et Nation 6 comprirent que, bien d'autres travailleurs des ateliers, des dépôts et terminus étaient d'accord sur leurs positions, mais nombreux étaient ceux qui croyaient que la C.G.T. serait contrainte sous la poussée des masses de prendre à son compte les revendications de la base. Mais la fraction du P.C. à la C.G.T. empêcha l'application d'une politique démocratiquement élaborée.

A Nation 2 et Nation 6, à Championnet, à Clichy, au dépôt Lebrun des militants ouvriers ont senti l'absence d'une force organisée. En effet, malgré leur accord sur de nombreux points avec les travailleurs de Nation 2 et 6, les travailleurs de la R.A.T.P. n'étant ni regroupés ni organisés subirent sans pouvoir les briser les mots d'ordre imposés par les appareils syndicaux.



ORGANISER LES TRAVAILLEURS

A Nation, les travailleurs tirèrent la leçon. Devant le vote pour la reprise du travail organisé à la sauvette, dans la confusion la plus totale, ils décidèrent de rompre avec cette politique de pétitions, de délégations et de grèves d'avertissement sans lendemain. Les travailleurs en ont assez, ils veulent décider eux-mêmes de leur action, comment et pourquoi ils vont se battre.

LES LEÇONS DE MAI

La direction est suffisamment avertie, nous devons frapper un grand coup. Seul un mouvement mobilisant tout le personnel de la Régie, avec la participation totale de tous les travailleurs de la R.A.T.P., permettra de desserrer le carcan qui nous enserme.

Car — ne nous y trompons pas — ce qui se passe à la Régie, c'est ce qui se passe dans les autres corporations, c'est l'application du V^e Plan de misère du gouvernement.

La meilleure illustration, c'est ce qui s'est passé sur les lignes 4 et 5. Alors qu'apparemment les problèmes d'équipes étaient particuliers à ces lignes, la direction n'a pas cédé, et elle ne pouvait pas céder à un mouvement partiel, car, en fait, la direction appliquait les premières mesures qui visent tout le réseau.

Ce que nous voulons contre ces mesures, c'est la préparation d'une grève véritable de tous les travailleurs de la R.A.T.P., une grève jusqu'à la satisfaction complète de nos revendications, qui fera reculer le pouvoir. Nous voulons un mouvement comme il eut lieu en novembre 1947, en mars 1951, en août 1953, et en mai et juin 1968. C'est cette préparation qu'il faut dès aujourd'hui envisager. Comment faut-il faire pour préparer ce mouvement ?

C'est par l'organisation d'une large conférence démocratique de tous les travailleurs de la R.A.T.P., préparée elle-même par la tenue d'assemblées générales avec les agents des lignes, des terminus, des dépôts, des ateliers et des bureaux. Dans ces assemblées générales tous les travailleurs syndiqués ou non pourront discuter de leurs revendications et décider des moyens de les faire aboutir.

C'est cela qu'il faut faire dès maintenant, et ce n'est pas diminuer notre C.G.T. mais au contraire augmenter son audience. En prenant cette initiative, elle se ferait l'expression de l'ensemble du personnel. Nous savons fort bien que l'unité des travailleurs ne se réalise pas au niveau des directions syndicales sans que la base agisse, mais nous savons bien aussi que certaines directions syndicales se dédisent à tout moment, refusant l'action, tant que le front uni des travailleurs n'est pas là pour les y contraindre.

Alors, qui sont les fossoyeurs de l'unité? Les travailleurs de Nation 2 et 6 qui demandent que les travailleurs décident eux-mêmes pourquoi et comment ils meneront leur lutte, qui demandent que la C.G.T. reprenne leur initiative sur l'ensemble du réseau pour préparer l'action unie des travailleurs, ou bien ceux qui refusent cette unité d'action. Comme le disait dans un tract notre camarade Guyot : « Les responsables syndicaux qui prétendent pouvoir autour d'une table, avec les patrons en position de force, réformer les réformes, cultivent proprement des illusions ».

On ne compose pas avec le choléra, on le combat, c'est tout.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ENSEIGNEMENT DE CLASSE

Dimanche 8 septembre, la fermeture du C.H.U. de la Pitié a empêché de se tenir la conférence nationale des Comités d'Action de l'enseignement technique. Ce n'est que partie remise. Où en sont aujourd'hui les C.A.E.T. (1)? Ils se sont formés spontanément au cours d'une assemblée générale réunie le 14 mai à la Sorbonne, au lendemain de la manifestation de la République au Champ de Mars. Déjà beaucoup d'élèves de l'enseignement technique avaient participé au mouvement contre la répression et contribué fortement au succès des barricades du 10 mai. Plusieurs assemblées réunissant jusqu'à 2 000 élèves dégagèrent les mots d'ordre de lutte des C.A.E.T. Contre le chômage qui touche quelque 250 000 jeunes qui n'ont encore jamais pu commencer à travailler. Contre l'absence de débouchés. Sur 5 élèves de l'enseignement technique, il n'y en a qu'un qui trouve un emploi auquel l'ont préparé

ses études. Deux trouvent un emploi qui est sans rapport avec leur formation. Les deux autres sont pratiquement voués au chômage et obligés de vivre d'expédients.

CONTROLE PATRONAL

Contre la condition de l'apprenti, contre les programmes institués dans les C.E.T., contre le système des stages, enfin d'une façon générale contre tout ce qui explique cela, à savoir l'intervention du patronat dans l'enseignement technique.

On sait qu'une loi contraint les patrons à verser une taxe d'apprentissage équivalant à 0,06 % de l'ensemble des salaires qu'ils paient. Cette taxe va au Ministère des Finances, mais il arrive souvent qu'elle soit versée directement à des établissements d'enseignement technique (Ex. : l'école nationale de Chimie, de Physique et Biologie reçoit des subsides de Rhône-Poulenc et Kodak). Ce

système donne aux patrons une emprise quasi absolue. Ces patrons siègent dans le Conseil d'administration de l'établissement alors que souvent le surveillant général, l'intendant et naturellement les élèves n'y sont pas admis. Les programmes sont fixés en fonction des besoins techniques de telle ou telle boîte. Bien plus : les appareils et les outils dont apprennent à se servir les élèves sont d'une marque déterminée si bien que les élèves ne savent pas utiliser les appareils ou outils d'une marque concurrente et se trouvent ainsi déqualifiés. Les élèves deviennent ainsi une masse de main-d'œuvre à la disposition d'un seul patron. On cite une école d'apprentissage d'ouvriers maçons où la direction avait supprimé les examens terminaux. En accord avec le patron de la maçonnerie avoisinante il choisissait les « meilleurs éléments », c'est-à-dire les élèves les plus dociles. Enfin le système des stages permet à des entreprises de disposer de manœuvres à très bon marché. Ainsi les Pétales d'Aquitaine utilisent des élèves pour un « stage de longue durée ». Au bout de dix mois, ces élèves sont congé-

diés pour faire place à une autre promotion, etc.

L'ACTION DES C.A.E.T.

Les mots d'ordre de lutte des C.A.E.T. affrontent directement le patronat et le système capitaliste. Par là ils introduisent directement à l'action politique. A la différence de la plate-forme de la C.G.T., les C.A.E.T. revendiquent pour l'enseignement technique beaucoup plus que de n'être plus traités en parents pauvres de l'enseignement. Ils contestent l'enseignement technique en tant que tel, c'est-à-dire en tant que système qui empêche les futurs jeunes travailleurs d'accéder à une formation générale.

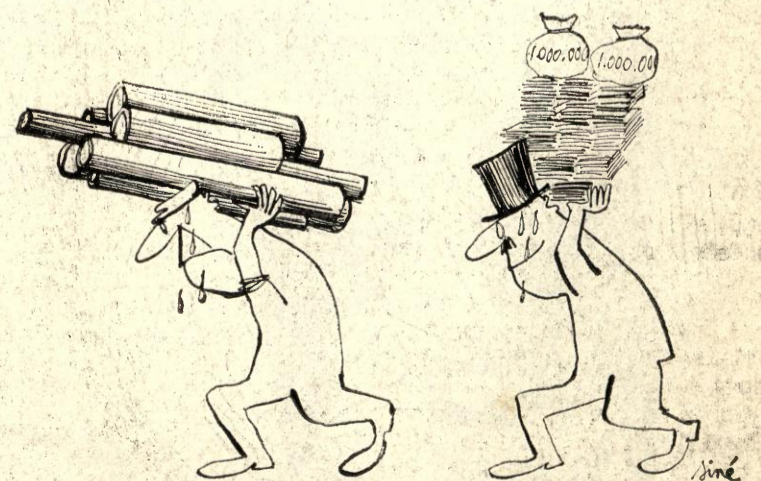
Dès le départ l'action des C.A.E.T. a été virulente et spontanée. Dans une école de filles, au mois de mai, la directrice a été enfermée 8 jours dans son appartement. Pendant le mois de juin, de nombreux contacts ont été établis entre les comités de Paris et ceux de province. A la rentrée, une série d'initiatives vont être lancées notamment sur l'information. Par des ciné-tracts et des journaux muraux fabriqués par eux-mêmes

les C.A.E.T. vont utiliser pratiquement leur droit à l'information, ce qui est une condition nécessaire de toute lutte ouvrière à la base.

D'autre part les C.A.E.T. vont rejoindre à l'extérieur des collèges la lutte des comités d'action de quartier. A la charnière de la classe ouvrière et de l'université les C.A.E.T. sont un des moteurs essentiels du mouve-

ment et représentent une énorme possibilité de mobilisation. Les élèves de l'enseignement technique savent utiliser tous les moyens concrets de la lutte révolutionnaire (imprimerie, etc.). Ils parleront et feront encore parler d'eux.

(1) Comité d'action de l'enseignement technique.



LA PARTICIPATION DANS L'ENTREPRISE:
... les travailleurs apportent leur travail, comme les actionnaires qui y engagent leur argent...